



## Face à l'inflation : imposons l'augmentation des salaires !

*Depuis le 15 septembre, des milliers d'ouvriers de l'automobile sont en grève aux États-Unis, dans les usines de Ford, General Motors (Buick, Chevrolet, Cadillac...) et Stellantis (le groupe né en 2021 de la fusion de Fiat-Chrysler et de PSA qui détient aussi Alfa Romeo, Jeep, Opel...). Aux USA comme ici, les profits insolents des patrons et actionnaires de l'industrie et de la finance révoltent, alors que les salaires sont bouffés par l'escalade des prix.*

### Une riposte de classe

C'est une première, cette grève menée ensemble par les travailleurs des trois géants de l'auto aux États-Unis, les « Big Three ». Des groupes qui ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, et 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023. Des groupes dont les PDG ont augmenté leur salaire de 40 % ces quatre dernières années, pour atteindre une moyenne de 25 millions de dollars par an. Parmi eux, les richissimes familles Agnelli et Peugeot, que nous connaissons bien ici, principaux actionnaires de Stellantis (Fiat et PSA) dont ils ont combiné de placer le siège... aux Pays-Bas, histoire de payer moins d'impôts !

Les travailleurs américains de l'automobile n'ont vu, eux, leur salaire progresser que de 6 % ces quatre dernières années, bien moins que la flambée des prix. Ils revendiquent la fin des rémunérations différenciées entre nouveaux embauchés, intérimaires et travailleurs à temps plein, en même temps que des augmentations de salaire pour tous, suivant le coût de la vie, ainsi que le maintien de tous les emplois dans le cadre du passage à la production de véhicules électriques.

Leur colère est telle que le président du syndicat de l'automobile, l'UAW, a déclaré (propos rares dans la bouche d'un haut responsable syndical) que face à « la guerre de classe unilatérale » qu'ils mènent depuis des décennies contre la classe ouvrière, « les riches ne seront plus les seuls à se battre ».

### Leur combat est le nôtre !

Prenons-en de la graine, alors qu'ici aussi les prix flambent et qu'on entend un Macron, dimanche 24 septembre, déclarer qu'il n'est pas question d'indexer les salaires sur les prix. Le Smic serait même « sur-

indexé », selon lui. Comme si les smicards gagnaient de quoi vivre ! Face à la hausse du prix de l'essence, il pourrait reconduire, dit-il, une prime ponctuelle de 100 euros pour les salariés les plus pauvres : le prix d'un seul plein pour aller toute l'année au boulot. Car pas question de toucher aux profits de Total.

Quant à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, il nous dit qu'il va demander des « efforts » aux entreprises de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour limiter l'inflation... De la poudre aux yeux. Comme celle de cet été sur le blocage des prix de quelque 5 000 produits jusqu'à la fin de l'année. Le Maire a été obligé de reconnaître la pratique, dite de « shrinkflation », des produits aux prix bloqués, voire baissés... parce que les quantités vendues dans le paquet sont diminuées, faisant augmenter le prix au kilo ou au litre !

Oui, les capitalistes sont en guerre contre la classe laborieuse. Nous, travailleuses et travailleurs, ne touchons que des paies infiniment inférieures aux richesses que nous produisons, sans compter toutes les magouilles patronales supplémentaires pour augmenter encore les profits.

**C'est l'augmentation générale des salaires qui faut exiger, en s'en prenant aux profits. La journée d'action et de manifestations du 13 octobre prochain, à l'appel des syndicats, sera une première occasion de nous retrouver toutes et tous ensemble.**

**Ce n'est qu'un début. C'est une grève d'ensemble qu'il faut préparer pour faire céder le patronat : au moins 400 euros net d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire, pas une pension ni aucune indemnité chômage ou allocation inférieurs à 2 000 euros net pour pouvoir vivre !**

### **Leurs profits nuisent à notre santé**

Cette semaine, Suez fait sa com' sur la santé avec l'injonction « Tous aptes au travail »... Voilà qui est bien méprisant car personne ne souhaite avoir un cancer ou être en longue maladie.

D'autant plus que Suez refuse de reconnaître nos métiers comme dangereux afin de nous priver des possibilités d'aménagements (retraite anticipée, prime d'insalubrité, etc) qui nous sont dus.

C'est l'entreprise qui est responsable de notre sécurité et donc de notre santé. Et toutes ces campagnes de culpabilisation des salariés ne le feront pas oublier.

### **Nous produisons, ils profitent**

La direction se vante des 9 milliards d'euros de chiffre d'affaire engrangés par Suez l'an dernier, fruits du travail de 40 000 salariés dans 40 pays. De la Chine à la Tunisie, en passant par l'Ouzbékistan, Suez a les dents longues et rafle toujours plus de contrats.

En France comme dans les autres pays, exigeons notre dû : face à l'inflation, de véritables augmentations de salaires s'imposent. Car sans notre travail, pas de profits... Ça coule de source !

### **Vous avez dit « liberté de la presse » ?**

Pour avoir rendu public le soutien de la France au régime égyptien d'al-Sissi et les juteuses ventes d'armes qui vont avec, la journaliste Ariane Lavrilleux a été arrêtée par le renseignement intérieur français. Faisant peu de cas du secret des sources invoqué par la journaliste et ses collègues, la DGSI l'a maintenue pendant 39 heures en garde à vue en essayant de lui faire révéler d'où venaient ses informations. La République française et la dictature d'al-Sissi ont finalement beaucoup de choses en commun.

### **Au château de Versailles, le resto des sans-cœur**

Mercredi 20 septembre, un doux fumet se propageait dans la galerie des glaces du château de Versailles. À l'occasion de la visite du roi Charles III, 160 convives étaient invités à déguster homard et champagne, grands crus et macarons. Cette profusion de luxe donne plutôt envie de vomir quand on se rappelle l'appel à l'aide lancé par la fondation des restos du cœur il y a quelques jours, témoin de l'insécurité alimentaire qui touche de plus en plus de foyers.

Qu'ils s'appellent rois ou présidents, ces parasites vivent à nos crochets, il est grand temps de purger tout ça.

### **Mascarade à prix coûtant**

Toujours au rendez-vous quand il s'agit de faire du vent sous prétexte de défendre notre pouvoir d'achat, Bruno Le Maire a encore une fois échoué... de manière bien prévisible. Sa demande aux distributeurs d'essence de vendre à prix coûtant n'a pas su séduire les milliardaires à la tête de Total, Intermarché, Leclerc... Sans blague ! Entre les milliards qui tombent chaque année dans la poche des capitalistes du pétrole sous forme de profit, et ceux qui tombent dans les caisses de l'État sous forme de taxes, pas étonnant que tous ces voleurs préfèrent se renvoyer la balle les uns les autres plutôt que d'augmenter nos salaires.

### **Vous reprendrez bien un peu de glyphosate ?**

La Commission européenne se propose de prolonger l'autorisation du glyphosate pour les dix années à venir. Ce produit est le principe actif du Roundup, le pesticide fabriqué par Bayer-Monsanto. L'Organisation mondiale de la santé le tient pour « probable cancérigène » depuis 2015. Mais qu'importe, les profits rentrent dans les caisses, c'est bien le principal pour les politiciens européens. La santé des habitants, et en premier lieu des agriculteurs, passe loin derrière.

### **IVG en danger**

Il y a un an, la Cour suprême américaine a supprimé l'arrêt fédéral qui légalisait l'avortement sur tout le territoire. Dans certains pays d'Amérique latine, comme au Salvador, les femmes écotent de plusieurs dizaines d'années de prison pour avoir avorté. En Europe, le droit à l'interruption volontaire de grossesse recule, de la Pologne à la Hongrie. En Espagne ou en Italie, les médecins sont tellement nombreux à invoquer la « clause de conscience » pour refuser de pratiquer l'avortement, que les femmes sont très souvent obligées d'avorter à l'étranger. Et même en France, nombreuses sont celles qui se trouvent obligées d'aller avorter en Hollande, où l'IVG est possible jusqu'à 22 semaines, tant les délais sont longs pour obtenir un rendez-vous avec un praticien.

Quand ce ne sont pas les lois qui empêchent les femmes de disposer librement de leur corps, c'est le manque de personnel et de moyens à l'hôpital public qui s'en charge.

**Le 28 septembre, nous serons dans la rue pour défendre le droit à l'IVG, et les moyens pour toutes de l'exercer. Rendez-vous à Paris 18h30 place de la République.**